



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

chômage

Question au Gouvernement n° 3458

Texte de la question

EMPLOI

Mme la présidente. La parole est à M. Bernard Perrut, pour le groupe Les Républicains.

M. Bernard Perrut. Monsieur le Premier ministre, les résultats des élections régionales sont un avertissement pour toute la classe politique, mais plus encore un cri de désespoir des Français face au manque de résultats de votre gouvernement sur leur premier sujet de préoccupation : l'emploi.

Le chômage de masse ne cesse d'augmenter. On est bien loin de la fameuse promesse de l'inversion de la courbe des demandeurs d'emploi, avec 42 000 chômeurs de plus le mois dernier et, globalement, 5,7 millions de nos concitoyens inscrits à Pôle emploi.

Avec le temps de Noël vient le temps des promesses. De vos promesses, monsieur le Premier ministre ! Mais sont-elles crédibles ? Vous annoncez un plan massif pour l'emploi, mais combien de fois avons-nous entendu ces mots dans la bouche des membres de votre gouvernement ? Loi Macron, pacte de responsabilité, crédit d'impôt compétitivité emploi, dialogue social, et bien d'autres : toutes ces lois devaient être une réponse au chômage, mais toutes ont échoué, et les Français souffrent considérablement.

Alors, monsieur le Premier ministre, qu'attendez-vous pour présenter ce grand plan pour l'emploi, après trois années de pouvoir ? Allez-vous enfin accepter les propositions sérieuses et fondées de notre groupe pour le développement économique et contre le chômage ? (*« Lesquelles ? » sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen*) Allez-vous tourner le dos au dogmatisme et au sectarisme, ce sectarisme dont le président de l'Assemblée nationale a lui-même fait preuve en Île-de-France pendant la campagne pour les élections régionales ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Je note d'ailleurs qu'il n'est pas parmi nous cet après-midi.

À ce propos, je souhaite une pleine réussite à nos collègues Valérie Pécresse, Laurent Wauquiez, Xavier Bertrand, Christian Estrosi et Hervé Morin (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants*) pour qui l'emploi et l'apprentissage seront la priorité dans leurs régions, ces régions qu'ils vont diriger avec conviction, détermination, compétence et dynamisme ! (*« Bravo ! » et applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, il y avait tout dans votre question : le ton, l'amabilité, l'ouverture et la modestie. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

M. Laurent Furst. C'était du Valls, en somme !

M. Yves Fromion. C'est une question réaliste !

M. Manuel Valls, Premier ministre. S'il y a une leçon à retenir de tout cela – et c'est dommage si vous ne pouvez l'entendre – c'est qu'il faut éviter les interventions péremptoires, celles qui visent à donner des leçons aux autres, notamment sur cette question de l'emploi. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Franck Gilard. Il faut donc interdire l'opposition !

M. Laurent Furst. Professeur Valls !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Le fait que nous vivions depuis trente ans avec le chômage de masse, au point que nous y avons habitué le pays ; la perte de compétitivité de nos entreprises depuis plus de dix ans, notamment par rapport à l'Allemagne : tout cela doit nous – je dis bien nous – nous interroger. C'est ce qui détermine l'action du Gouvernement : sans doute est-elle imparfaite, et sans doute la vôtre fut-elle parfaite, au cours du précédent quinquennat. (*Exclamations sur quelques bancs du groupe Les Républicains.*)

La compétitivité de nos entreprises, la baisse du coût du travail, le soutien à l'innovation et au numérique : dans tous ces domaines, il faut évidemment faire davantage. En effet, si la croissance mondiale peut nous inquiéter, nous savons aussi – et Myriam El Khomri le rappelait tout à l'heure – que la croissance française, qui s'élève à 1,1 % en 2015, et qui pourrait atteindre 1,4 % ou 1,5 % en 2016, sera insuffisante, même si elle existe. Des emplois sont créés – 40 000 depuis un an – mais, avec l'entrée des jeunes sur le marché du travail, et la réalité de notre marché du travail, nous savons que cela sera insuffisant.

Il faut donc faire davantage pour faciliter l'embauche, pour aider les entreprises, pour former les chômeurs les moins qualifiés, et donc pour encourager l'apprentissage, en associant l'État et les régions. Essayons, monsieur le député, dans les dix-huit mois qui restent avant la fin de ce quinquennat, de travailler ensemble : c'est la proposition que je ferai à l'ensemble des présidents de région, dans le cadre des compétences qui sont celles des conseils régionaux en matière d'apprentissage, de formation, d'innovation, de recherche, de mobilité et d'environnement, parce que nous pouvons faire mieux ensemble.

Essayons – c'est un conseil que je veux bien m'appliquer à moi-même – de nous parler les uns aux autres : c'est ce que je ferai avec les présidents de région. Essayons d'éviter tout sectarisme. Vous parliez, monsieur le député, du président de l'Assemblée nationale,...

M. Claude Goasguen. Où est-il ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...mais j'aurais aimé, puisque vous avez cité un certain nombre de présidents de région, vous entendre saluer la gauche pour son attitude, car nous nous sommes retrouvés ensemble pour faire barrage à l'extrême droite. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

M. Claude Goasguen. Cela n'a rien à voir !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Lutter contre le sectarisme, cela commence par se reconnaître mutuellement. C'est ainsi que l'on fait progresser le débat démocratique, la démocratie, et que l'on fait reculer l'extrême droite ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

M. Bernard Roman. Très bien !

Données clés

Auteur : [M. Bernard Perrut](#)

Circonscription : Rhône (9^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3458

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 décembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 décembre 2015](#)